

Thaïlande : 140 000 manifestants dans la rue, le Parlement dissous

lundi 9 décembre 2013, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2013).

Plus d'un mois après le début d'un vaste mouvement de contestation à Bangkok, la première ministre thaïlandaise, Yingluck Shinawatra, a décidé, lundi 9 décembre, de dissoudre le Parlement et d'annoncer des élections pour tenter de sortir d'une crise politique profonde, sans réussir à apaiser les manifestants déterminés à faire tomber son gouvernement.

Leur meneur, le politique Suthep Thaugsuban, a appelé ses partisans à « *poursuivre leur combat* » malgré ces annonces. « *Notre but est de faire tomber le régime Thaksin* », a-t-il déclaré en référence au frère de la première ministre, Thaksin Shinawatra, ancien premier ministre renversé en 2006 mais que l'opposition accuse de rester aux manettes malgré son exil. « *Mes partisans veulent plus que la dissolution* », a ajouté l'opposant, en position de force, alors que quelque 140 000 personnes, selon la police, participaient lundi matin aux manifestations.

Dans les rangs de ce mouvement de contestation hétéroclite, des bourgeois de Bangkok proches du principal parti d'opposition, le Parti démocrate, et des groupes ultra-royalistes, réunis par leur haine de Thaksin et leur hantise de l'évolution de la société.

Ferme dans sa volonté de remplacer le gouvernement par un « *conseil du peuple* » non élu, Suthep Thaugsuban a marché lundi à la tête d'un des nombreux cortèges convergeant vers le siège du gouvernement aux sons des sifflets, dans l'atmosphère de carnaval qui règne depuis le début des manifestations. De nouveaux blocs de béton ont été installés autour du siège du gouvernement.

Dimanche, les plus de 150 députés de l'opposition ont annoncé leur démission, jetant une ombre sur la légitimité d'un Parlement de 500 sièges. La crise a donc repris de plus belle après une trêve de quelques jours pour le 86^e anniversaire du roi Bhumibol, considéré comme un demi-dieu par nombre de Thaïlandais.

PROMESSE D'ÉLECTIONS

C'est lors d'une allocution télévisée que la première ministre Yingluck a proposé lundi matin une dissolution du Parlement « *sur la base de consultations avec diverses parties* », afin de « *laisser le peuple décider* ». Elle a aussi appelé à des élections législatives « *au plus vite* ». Le porte-parole du gouvernement a indiqué quelques heures plus tard qu'elles pourraient se dérouler le 2 février. Le parti au pouvoir reste cependant favori, alors que le Parti démocrate, incapable jusqu'ici d'élargir sa base électorale cantonnée à Bangkok et au sud du pays, n'a pas remporté d'élections nationales en vingt ans.

Le mouvement a pris de l'ampleur depuis fin novembre avec l'occupation de plusieurs ministères et administrations. Il a encore franchi un cap il y a une semaine avec des tentatives de prendre le siège du gouvernement, qui ont tourné aux affrontements entre police et manifestants. La colère des manifestants est partie d'un projet de loi d'amnistie qui, selon ses détracteurs, aurait permis le retour de Thaksin, en exil pour échapper à la prison pour malversations financières. Malgré son rejet par le Sénat, cette protestation initiale n'a fait qu'enfler.

En Thaïlande, plusieurs milliers d'opposants au gouvernement de Yingluck Shinawatra défilent quotidiennement dans la rue depuis plusieurs semaines et tentent de paralyser le pouvoir pour protester contre un projet d'amnistie controversé.

Le milliardaire divise le pays entre masses rurales et urbaines défavorisées du Nord et du Nord-Est, qui l'adorent, et les élites de Bangkok, qui le voient comme une menace pour la monarchie. Ces divisions profondes de la société avaient été mises en lumière lors de la crise du printemps 2010, qui avait fait quelque 90 morts et 1 900 blessés.

LeMonde.fr

P.-S.

* Le Monde.fr avec AFP | 09.12.2013 à 05h15 • Mis à jour le 09.12.2013 à 15h09.